

Un millier de médecins en panne de stage

UNIVERSITÉ Rien n'est réglé pour la spécialisation de la double cohorte de 2018

Plus qu'une bonne année d'étude et toujours l'inquiétude... Dans le dossier à tiroirs que constituent les études de médecine en Belgique francophone (concours avorté, examen d'entrée controversé, absence de numéro Inami...), les doyens des facultés de médecine de l'UCL, de l'ULB et de l'ULg (re)mettent sur la table du monde politique le problème dit de la « double cohorte ». Pour mémoire, en 2018, les derniers étudiants qui effectuaient leurs études en sept ans vont croiser les premiers qui effectuaient le parcours en six. Tout ce petit monde va se retrouver sur le marché des places de stages liées à leur spécialisation.

Jeudi, les doyens concernés ont exprimé, dans une lettre ouverte adressée au Premier ministre ainsi qu'à tous les ministres compétents en matière santé, leur vive inquiétude « quant à l'ave-

nir des étudiants de médecine qui termineront leur formation de base (le master) en juin 2018 ». Cette double cohorte, « couplée à l'absence d'un filtre efficace à l'entrée des études, a pour résultat que nous avons aujourd'hui plus de 1800 étudiants en médecine qui souhaiteraient pouvoir poursuivre leur formation vers les différentes spécialisations ».

Problème : par manque de moyens financiers notamment, il n'y aura pas suffisamment de places de stage pour tous ces étu-

dians en voie de spécialisation. Selon les doyens, la commission de planification estime le nombre de places de stage manquantes à 1.061 pour 2018 en Fédération Wallonie-Bruxelles, contre 444 seulement en Flandre. « *Sans des actions politiques concrètes, le véritable numerus clausus sera en fin de formation pour des centaines d'étudiants en Communauté française* », avertissent les doyens dans leur lettre.

Aucun financement tant fédéral que communautaire n'a en effet été prévu pour gérer l'impact de cette double cohorte. Les patrons des facultés de médecine enjoignent donc les différents responsables politiques à « *prendre d'urgence le dossier en charge, globalement et de manière concertée* ». Sans solution rapide, lancent les doyens aux élus, vous devrez « *expliquer aux étudiants et à leurs familles que des médecins formés ne peuvent pas débiter un master de spécialisation alors que tous les indicateurs montrent qu'il y a une véritable pénurie dans certaines régions du pays et dans certaines spécialités bien identifiées, et que pour combler cette pénurie, l'an dernier plus de 35 % des nouveaux médecins sont venus de l'étranger et ont obtenu un numéro INAMI* », conclut la lettre ouverte cosignée par Marco Schetgen (ULB), Vincent Dorio (ULg) et Dominique Vanpee (UCL). ■

E.B. (avec Belga)